

**CHAÏB KHALED, DIRECTEUR DE L'ÉDUCATION
DE MOSTAGANEM :**

**«On n'a pas su nous organiser pour
faire échec à l'échec»**

Les conflits ayant opposé la direction de l'éducation de Mostaganem aux syndicalistes du secteur, ces derniers mois, auront fait durant longtemps couler beaucoup d'encre tant dans les milieux de l'administration que dans ceux de l'enseignement.

Ces foyers de tensions sont nés d'une situation de malentendus accentués entre les deux parties, ce qui a tôt fait d'aboutir à un état de fait d'incompréhension qui a failli à un moment donné porter atteinte à toute une institution, n'était la sagesse et le bon sens des uns et des autres.

Toujours est-il que le premier responsable de l'éducation à Mostaganem s'est décidé à sortir de son mutisme afin d'apporter plus de lumière sur la réalité des faits.

Le Soir d'Algérie : Avant d'aborder les problèmes de l'heure à l'échelle locale, que pensez-vous du taux de réussite nationale du bac ?

Khaled Chaïb : Tout d'abord, laissez-moi vous dire que les résultats enregistrés au niveau national sont des plus encourageants en ce sens qu'ils constituent le label d'un baccalauréat on ne peut plus sélectif, et je m'en félicite.

On laisse souvent entendre que l'examen en question a toujours fait l'objet de visées politiques bien déterminées ?

Nous avons toujours été victimes de ce genre de fausses dénonciations que s'évertuent à proclamer certaines impressions tendancieuses. Pour rappel, le principal objectif assigné de la réforme de l'école algérienne est la promotion d'une élite intellectuelle en mesure d'évoluer au rythme de l'international, sans complexe aucun, tel qu'imposé par la globalisation.

Les résultats du bac dans la wilaya de Mostaganem ne paraissent pas satisfaisants, dans la mesure où ils sont considérés comme un échec

dans certains cercles ?

Concernant l'échec consommé dans notre wilaya. D'abord y a-t-il eu réellement échec ? A propos du bac «ancien système», où j'estime qu'il y a eu échec et ce, parce que tout simplement l'on a relevé une régression de 4 % par rapport aux résultats détenus l'an dernier. Quant au bac «nouveau système», l'on ne peut parler d'échec mais, disons que les résultats ont été peu probants quoique le taux obtenu reste une borne appréciable à partir de laquelle pourra s'élaborer, par les inspecteurs des matières, une stratégie de remédiation pour les années à venir. Cette borne reste d'ailleurs l'expression éloquentes du gisement cognitif capitalisé par nos élèves, soutenus bien entendu par le savoir-faire professionnel de certains de nos enseignants.

Finalement, vous reconnaissez que les résultats du bac cette année sont loin d'être à la hauteur des espérances ?

Dans les deux cas de figure, il conviendra de signaler qu'avec l'implication directe des établissements scolaires, inspections des matières et corps enseignant, nous n'avons à aucun moment su nous organiser pour faire échec à «l'échec» dont il est question et qui a généré dépit et frustration, et qui était même quelque part escompté car je sais qu'on s'était ligué pour qu'il soit à l'affiche. Une telle déclaration m'interpelle pour faire la part des choses et situer les responsabilités.

C'est ce qui a un peu ouvert la voie à toutes les spéculations, accusant l'administration d'avoir délaissé les étu-

dants durant l'année scolaire 2007-2008 ?

Ecoutez, l'administration de la DE et des lycées, dont le rôle est de gérer la mission éducative, a mis à la disposition de nos élèves la logistique infrastructurelle et didactique et les moyens humains nécessaires et suffisants pour assurer un bon parcours scolaire. Cette mission à dominante pédagogique repose sur l'évaluation, à la fois formative et sommative, des résultats comptabilisés par trimestre et ce, sur proposition de conduites à tenir pour les améliorer. Tout un attelage technico-pédagogique a d'ailleurs été mis en place (proviseurs-COSP, bureau de l'évaluation, parents d'élèves, élèves...). Cependant, on a réussi à carencer ce rôle pour mieux contenir les foyers de tensions qui surgissaient çà et là.

Vous pointez donc un index accusateur vers vos détracteurs qui auraient, selon vous, tout fait pour porter sérieusement atteinte à l'institution que vous représentez et ce, au détriment de l'avenir de nos enfants ?

Je tiens à préciser que ces foyers de tensions étaient quasi-quotidiens. Ceux qui les fomentaient avaient pour objectif d'affaiblir le fonctionnement de l'administration pour prétendre arracher le maximum de privilèges avec à la clé l'opportunité de co-gérer les affaires du secteur.

Donner leurs élèves en pâture aux injures de l'échec scolaire importait peu à ces gen-là, l'essentiel étant de se sucrer sur le dos de l'administration.

Certains enseignants sans scrupules, et ils sont nombreux, s'adonnaient à des arrêts de cours répétitifs et à des absences systématiques, ou alors dispensaient carrément des cours tronqués et ce, en espérant les affiner en séances particulières pour ceux qui le

souhaitaient moyennant, bien entendu, un bonus financier. Ce genre de comportement était même cautionné par les parents d'élèves ! C'est vous dire un peu l'ampleur des dégâts. Ajoutez à tout cela, le déficit du nombre d'inspecteurs en matière d'encadrement technico-pédagogique et vous comprendrez que la carence s'avérait des plus évidentes et ce, malgré toute la bonne volonté exprimée par les hommes de terrain.

En conclusion, qu'est-ce que vous pourriez suggérer comme solutions susceptibles d'assainir une fois pour toutes ce genre de situation qui, avec le temps, est en passe de miner un secteur qui malheureusement a toujours fait l'objet de terribles controverses ?

On peut mieux faire certainement, et on fera mieux si chacun des acteurs concernés que nous sommes, se sente tout d'abord concerné par l'accomplissement de sa mission et ce, en développant un comportement neuf et authentiquement professionnel, si on sait réajuster ses talents spécifiques pour une meilleure pertinence professionnelle, si l'on réussit à s'extraire du marasme du triturat pour les uns et du fonctionnariat béat sclérosant pour les autres. Cela permettra sans doute de mieux s'investir dans l'autopsie de ce qui pourrait développer des mécanismes destinés à élargir les intérêts de ses élèves en structurant à bon escient leur mentalité scientifique et discipliner leur démarche intellectuelle.

Enfin, l'on ne doit jamais se permettre en bon citoyen algérien de se détourner de sa mission originelle qui consiste à seulement éduquer, instruire, former et qualifier nos générations futures et rien de plus.

Propos recueillis par Sid-Ahmed Hadjar

**SIDI BEL-ABBÈS :
ACCIDENT
MORTEL
SUR LA RN7
**Le chauffard
prend la fuite****

Dans la journée du mardi 15 juillet, un accident mortel s'est produit sur la RN7, plus précisément dans la localité de Mostefa Benbrahim (Sidi Bel-Abbès).

Le conducteur du véhicule léger, une Marutti, âgé de 42 ans, a été tué sur le coup, quant à l'autre conducteur de la 207, qui a percuté le véhicule en question, il a pris la fuite.

A. M.

**EXPLOSION
D'UNE BOMBE
ARTISANALE
À BOUMERDÈS
**Trois
fonctionnaires
légèrement
blessés****

Un engin explosif artisanale commandé à distance a éclaté sur le bord de la RN5. L'attentat a été commis hier, vers 15 h, à la sortie ouest de la ville de Tidjelabine (w. de Boumerdès). Un véhicule de type 4x4 du secteur sanitaire de Larbaâ Nath Irathen (w. de Tizi Ouzou) a été touché par le souffle.

Trois fonctionnaires qui se trouvaient à bord ont été blessés. Parmi ce groupe, qui venait d'Alger pour se rendre à Tizi Ouzou, une dame enceinte a eu une fracture du bras.

Les victimes ont été soignées par leurs confrères de l'hôpital de Thenia.

A. F.

**OUM-EL-BOUAGHI
**Inauguration
de la stèle Larbi
Ben M'hidi à
Aïn M'lila****

Attendue depuis longtemps par la famille révolutionnaire, la statue du héros de la Révolution, le martyr Larbi Ben M'hidi, vient d'être inaugurée par M. Cherif Abbès, ministre des Moudjahidine sur une place stratégique à l'entrée est de la ville de Aïn M'lila, ville natale du martyr qui a défié par sa bravoure les forces coloniales françaises. M. Cherif Abbès, accompagné par les autorités locales et d'anciens compagnons d'armes du chahid, a prononcé un discours.

La délégation a continué la visite de la ville d'Aïn M'lila par l'inauguration d'un nouveau siège de l'APC.

Moussa Chtatha

CONSTANTINE

Un médecin pour 700 habitants à l'horizon 2009

«Les objectifs tracés par le ministère de la Santé en matière de couverture sanitaire pour 2015 sont réalisables dans la capitale de l'est algérien à l'horizon de 2009», a affirmé, hier, le représentant du département de Saïd Barkat à Constantine.

Une déclaration faite en marge d'une cérémonie tenue dans le hall de la nouvelle polyclinique fraîchement réceptionnée de Boumerzoug pour fêter la dotation de sept véhicules Pick-Up, des services de prévention déployés sur le territoire de la wilaya. Une opération qui a coûté la bagatelle de 900 millions de centimes. Le directeur de la santé (DSP) de Constantine, qui s'est d'ailleurs félicité de ne pas avoir à faire à l'épidémie de typhoïde à travers la wilaya depuis pratiquement deux ans, a précisé que le ratio du nombre de médecins par rapport au volume de la population est actuellement de l'ordre d'un médecin pour 820 habitants. Une moyenne qui passera en 2009 à hauteur d'un médecin pour 700 habitants.

«Nous allons recruter encore 30 médecins spécialistes en plus de 70 généralistes en 2009 pour atteindre cet objectif», indiquera-t-il.

Dans le même sillage, le DSP de ladite circonscription a avancé que Constantine, qui disposait il y a trois ans d'une polyclinique par 53 000 habitants, accèdera en 2009, avec la réception de deux nouvelles structures en voie d'achèvement à Sissaoui et à Aïn Smara et la réalisation de trois autres programmées à Djebel Ouahch, Ali Mendelji et Massinissa, à un taux de couverture sanitaire de l'ordre d'une polyclinique pour 20 000 habitants. Ainsi, il convient de noter que la polyclinique de Boumerzoug est, de l'avis de tous les observateurs, un «bijou» en termes d'architecture et également des finitions opérées sur celle-ci.

Une structure, faut-il le rappeler, qui a été érigée en remplacement de l'ancien baraquement qui abritait la salle de soins de ce quartier. Réalisée en 16 mois, de décembre 2006 à avril 2008, pour un montant avoisinant les 8 mil-

liards de centimes, elle sera opérationnelle d'ici la fin de septembre prochain et ce, une fois équipée du matériel nécessaire. Et au bonheur des locataires du quartier de Boumerzoug, elle abritera un hôpital de jour pour diabétiques d'une capacité de six lits ce qui, d'une part, ajoute le DSP, atténuera la pression sur celui de Bellevue, lequel dispense des soins au profit de 15 000 diabétiques et, d'autre part, mettra fin à la souffrance de ceux de Boumerzoug qui ne feront plus le déplacement.

En plus, des prestations de services en radiologie, échographie, analyses médicales, médecines générale et spécialisée, soins infirmiers, protection maternelle et infantile... seront fournies au niveau de cette structure de soins qui disposera également d'une unité de contrôle de la tuberculose et autres maladies respiratoires.

Lyas Hallas